

Accord professionnel
PROFESSIONS LIBÉRALES
(28 février 2005)

(Etendu par arrêté du 12 avril 2006,
Journal officiel du 25 avril 2006)

ACCORD DU 20 OCTOBRE 2011
RELATIF À LA RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION AU FPSPP
NOR : ASET1250352M

En application de la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie, l'UNAPL et les organisations représentatives de salariés au plan national et interprofessionnel ont décidé ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de l'accord

La loi du 24 novembre 2009 fait obligation aux OPCA de prélever, sur la participation des employeurs, un pourcentage compris entre 5 % et 13 % aux fins de financement du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP).

Ce pourcentage est fixé annuellement par arrêté ministériel et porte sur les collectes professionnalisation et DIF d'une part, et plan de formation, d'autre part. Conformément à l'article L. 6332-19 du code du travail, ce prélèvement peut être ventilé différemment sur l'une et l'autre des collectes. L'objet du présent accord est de fixer la ventilation des taux appliqués à l'une et à l'autre.

Article 2

Champ de l'accord

Le champ du présent accord est le même que le champ de l'accord relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des salariés des professions libérales du 28 février 2005 ; il est annexé à celui-ci.

Article 3

Dispositions générales

3.1. Négociation annuelle

Tous les ans, la partie patronale s'engage à inviter les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel pour négocier et arrêter les ventilations évoquées ci-dessus.

Pour déterminer ces taux, les parties à la négociation s'appuieront sur :

- le taux de prélèvement prévu aux 1° et 2° de l'article L. 6332-19 du code du travail ;
- les décisions techniques émanant du FPSPP ainsi que les constats effectués par les OPCA des branches couvertes par le présent accord.

Le taux fixé fera l'objet d'un avenant déposé tel que prévu à l'article 4 ci-dessous.

3.2. Portée de l'accord

Les parties signataires décident de conférer une valeur impérative à ses dispositions qui s'appliquent à l'ensemble des entreprises libérales entrant dans le champ d'application défini à l'article 2.

3.3. Notification

Le présent accord sera notifié par l'UNAPL ou, à défaut, par la partie la plus diligente des signataires, à l'ensemble des autres organisations parties à la négociation.

3.4. Dépôt et entrée en vigueur

A défaut d'opposition au présent accord, exprimée dans les conditions et délais prévus aux articles L. 2331-35 et suivants du code du travail, ses dispositions sont applicables à compter du jour qui suivra son dépôt.

Article 4

Répartition de la contribution au titre du financement du FPSPP

La contribution du financement au titre du FPSPP est fixée annuellement lors d'une négociation qui a lieu à partir du mois d'octobre.

A défaut d'accord de branche ayant fixé pour cette année un autre taux de répartition, les pourcentages fixés s'appliquent à la collecte 2011 perçue en 2012 et se répartissent ainsi :

- 50 % sur la collecte professionnalisation et DIF ;
- 50 % sur la collecte plan de formation.

Fait à Paris, le 20 octobre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UNAPL.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CFE-CGC ;
CFTC ;
CGT-FO.

ANNEXE I

Sont concernées par le présent accord les professions libérales adhérant à une organisation professionnelle membre de l'UNAPL au jour de la signature du présent accord (voir liste ci-dessous) ou qui y adhérerait ultérieurement, à l'exception :

- des notaires, commissaires-priseurs, avoués, avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, huissiers de justice et greffiers des tribunaux de commerce, en raison de leur qualité d'officier public et ministériel ;
- et des professions libérales qui, en vertu d'accords particuliers, adhèrent à un OPCA autre que l'OPCA PL.

Liste des organisations professionnelles adhérant à l'UNAPL

Professions de la santé

Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) ;
Syndicat des médecins libéraux (SML) ;
Confédération nationale des syndicats dentaires (CNSD) ;
Union des jeunes chirurgiens-dentistes, union dentaire (UJCD) ;
Syndicat des femmes chirurgiens-dentistes (SFCD) ;
Fédération française des masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs (FFMKR) ;
Syndicat national des masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs (SNMKR) ;
Fédération nationale des infirmiers (FNI) ;
Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF) ;
Union nationale des pharmacies de France (UNPF) ;
Syndicat national des vétérinaires d'exercice libéral (SNVEL) ;
Fédération nationale des orthophonistes (FNO) ;
Fédération nationale des podologues (FNP) ;
Syndicat national autonome des orthoptistes (SNAO) ;
Syndicat des biologistes (SDB) ;
Syndicat des laboratoires de biologie clinique (SGLBC) ;
Organisation nationale des syndicats de sages-femmes (ONSSF) ;
Union nationale des syndicats de sages-femmes françaises (UNSSF) ;
Association des diététiciens de langue française (ADLF) ;
Syndicat national des chirurgiens de chirurgie esthétique (SNCCE).

Professions du droit

Syndicat national des notaires (SNN) ;
Confédération nationale des avocats (CNA) ;
Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA) ;
Syndicat des avocats de France (SAF) ;
Association nationale des jeunes avoués (AJA) ;

Association syndicale des avoués (ASA) ;
Chambre nationale des commissaires-priseurs (CNCPJ) ;
Association française des avocats conseils d'entreprises (ACE) ;
Association nationale des conseils en propriété industrielle (ACPI) ;
Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce (CNGTC) ;
Syndicat national des huissiers de justice (SNHJ) ;
Association syndicale professionnelle d'administrateurs judiciaires (ASPAJ) ;
Institut français des praticiens de procédures collectives (IFPPC).

Professions des techniques et du cadre de vie

AGEA-Fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurances (FNSAGA) ;
Union nationale des syndicats français d'architectes (UNSFA) ;
Fédération nationale des syndicats d'architectes d'intérieur qualifiés (FNSAI) ;
Union nationale des géomètres experts (UNGE) ;
Chambre des ingénieurs conseils de France (CICF) ;
Union nationale des économistes de la construction (UNTEC) ;
Compagnie nationale des experts judiciaires en environnement (CNEJE) ;
Institut français des experts-comptables/Union nationale des commissaires aux comptes (IFEC-UNCC) ;
Fédération nationale des experts-comptables de France (FNECF) ;
Chambre nationale des conseils et experts financiers (CNCEF) ;
Compagnie des experts agréés (CEA) ;
Compagnie nationale des ingénieurs experts (CNIE) ;
Chambre syndicale nationale des experts automobiles de France (CSNEAF) ;
Fédération nationale des agents commerciaux et mandataires (FNAC) ;
Groupement syndical des praticiens de la psychologie, psychanalyse, psychothérapie (PSY'G) ;
Syndicat national des psychologues (SNP) ;
Syndicat des psychologues en exercice libéral (SPEL) ;
Groupement des graphologues conseils de France (GGCF) ;
Syndicat national des généalogistes (SNG) ;
Association des interprètes de conférences libéraux de France (AICLF) ;
Association française des sténotypistes de conférences (AFSC) ;
Société française des traducteurs (SFT) ;
Fédération nationale de l'enseignement privé laïque (FNEPL) ;
Chambre syndicale des professionnels de la formation (CSFC) ;
Fédération des conservateurs restaurateurs (FCR) ;
Confédération nationale des détectives et enquêteurs professionnels (CNDEP).